



Protéger les jeunes des dangers des réseaux sociaux

Espagne, États-Unis, Australie, Corée du Sud :
des solutions existent !

L'essor des réseaux sociaux au cours des dernières années a profondément modifié les comportements des jeunes, transformant leur manière de communiquer, de s'informer et de se divertir. La dernière étude « born social 2024 » annonce que 75% des moins de 13 ans utilisent au moins un réseau social, pour une durée moyenne de plus de 2h15 par jour ! Si ces plateformes offrent des opportunités inédites en matière d'apprentissage, d'échange et de sociabilité, elles génèrent également des risques importants¹.

1. Ces risques sont très bien perçus par les entreprises elles-mêmes. Paradoxalement, de nombreux dirigeants et ingénieurs de la Silicon Valley, tels que Steve Jobs ou les cadres de Google et Facebook, limitent strictement l'accès de leurs propres enfants aux écrans, inscrivant souvent ces derniers dans des écoles sans technologies comme la Waldorf School of Peninsula.



De plus en plus d'études montrent que l'usage excessif des réseaux sociaux peut entraîner des conséquences néfastes (bien-être psychologique, réussite scolaire) et dégradent les interactions sociales des adolescents.

L'aspect addictif des réseaux sociaux repose sur des mécanismes psychologiques bien connus : la gratification instantanée des "likes" et des notifications, les algorithmes personnalisés qui maintiennent l'utilisateur dans une boucle d'engagement et la peur de manquer une information (*Fear of Missing Out* ou FOMO). Ces stratégies, développées par les grandes plateformes numériques, visent à maximiser le temps passé en ligne, souvent au détriment d'activités plus constructives (lecture, sport, interactions sociales en face à face). L'accroissement du temps passé sur les applications affecte la concentration, le sommeil et la capacité à gérer le temps.

Les conséquences de cette hyperconnexion sont préoccupantes. Plusieurs études ont mis en évidence une corrélation entre l'usage intensif des réseaux sociaux et l'augmentation des troubles anxieux, de la dépression et des comportements de repli social chez les adolescents. Certains jeunes, en particulier les filles, sont exposés à des comparaisons sociales toxiques², alimentées par des contenus idéalisés et filtrés qui façonnent des attentes irréalistes en matière d'apparence physique ou de style de vie. D'autres développent une dépendance émotionnelle³ aux interactions numériques, au détriment de leurs relations réelles.

Certains pays considèrent ainsi la régulation des réseaux sociaux, non plus seulement sous l'angle de la protection des données personnelles, mais **comme un enjeu de santé publique**. L'approche adoptée varie en fonction des contextes culturels et politiques, mais repose généralement sur trois axes majeurs : la prévention, le contrôle et le sevrage.

La Corée du Sud et l'Espagne ont misé sur une éducation préventive, intégrant l'hygiène numérique dans les programmes scolaires et sensibilisant les familles aux dangers de l'hyperconnexion. L'Australie et certains États américains (notamment la Californie) ont choisi une régulation plus stricte⁴, en imposant des restrictions d'âge et en responsabilisant les entreprises technologiques.

2. Rapport « La Femme Invisible dans le numérique. Le cercle vicieux du sexisme » du Conseil à l'Égalité, cité par C. Ardaud, « Sur les réseaux sociaux, les femmes sont reléguées au second plan, alerte une étude », 07/11/2023.

3. Notamment Dr. M. Dufour et Ch. Lavoie, « L'anxiété et l'utilisation problématique des réseaux sociaux par les jeunes : bref tour d'horizon », décembre 2023, [voir ici](#).



La France, en revanche, accuse un certain retard dans la mise en place d'une politique globale de régulation des réseaux sociaux pour les jeunes. Si certaines initiatives ont été mises en œuvre, notamment à travers les recommandations⁵ de la CNIL pour la protection en ligne des mineurs, leur application reste encore limitée et insuffisamment contraignante. Contrairement à l'Australie, la France⁶ n'a pas encore fixé d'âge minimum strict pour l'accès aux plateformes sociales, et le contrôle parental repose principalement sur la vigilance des familles, sans véritable encadrement légal. De même, les campagnes de sensibilisation et les modules d'éducation numérique restent marginaux dans le système scolaire français, alors qu'ils sont devenus des piliers centraux dans d'autres pays.

L'analyse des chiffres publiés par l'OMS⁷ sur les années 2021/2022 (voir tableau) sur l'usage problématique des réseaux sociaux chez les jeunes de 11 et 13 ans révèle que la **France** se situe dans une **position médiane** parmi les 41 pays étudiés : **17^e place pour les 11 ans et 20^e pour les 13 ans.**

Si la situation française n'est pas alarmante en comparaison internationale, elle n'est pas non plus exemplaire. Les écarts de prévalence entre filles et garçons sont également significatifs : à 11 ans, 10 % des filles et 6 % des garçons rencontrent des problèmes liés aux réseaux sociaux, un écart qui s'accroît à 13 ans avec 14 % des filles et 8 % des garçons. Les adolescentes sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des réseaux sociaux, notamment en raison des dynamiques de comparaison sociale et des pressions esthétiques accrues sur ces plateformes.

4. La Chine applique une régulation stricte des réseaux sociaux pour les mineurs, limitant leur usage à [40 minutes par jour](#) pour les moins de 14 ans sur Douyin (version locale de TikTok) et interdisant les [jeux vidéo](#) en ligne en semaine, sauf une heure le week-end.

5. Recommandations de la CNIL, juin 2021, [voir ici](#) et [ici](#).

6. Rapport Afnor Spec 2305, « Prévention des risques et protection des mineurs sur les réseaux sociaux », novembre 2023.

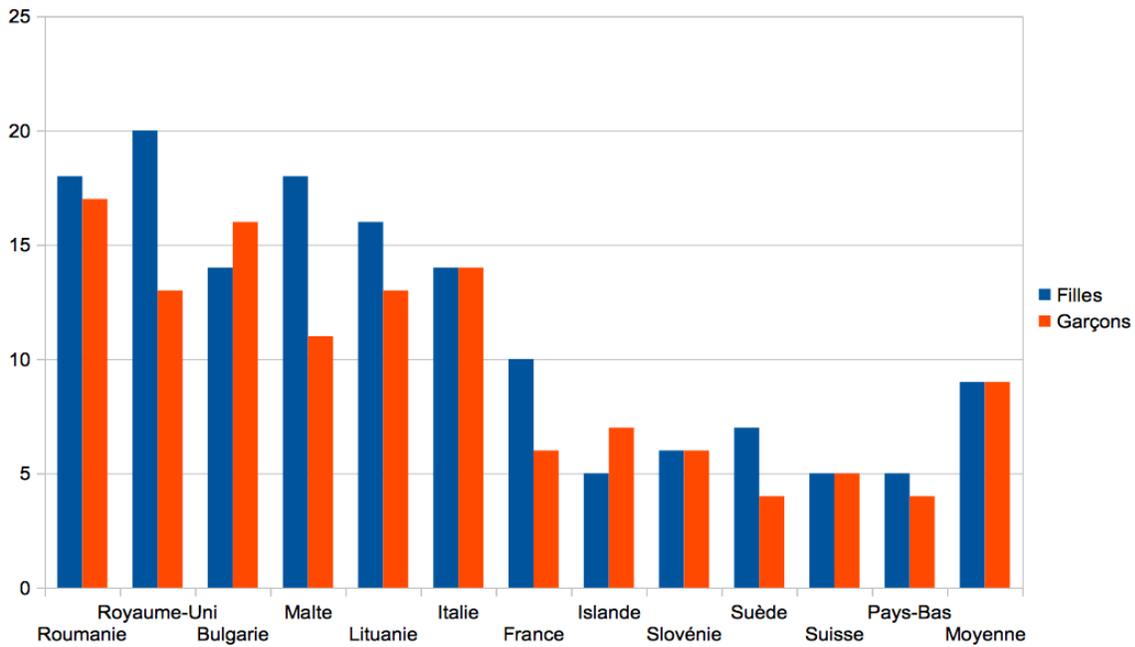
7. Rapport de l'Organisation mondiale de la santé, « A focus on adolescent social contexts in Europe, central Asia and Canada: Health Behaviour in School-aged Children international report from the 2021/2022 survey », voir [ici](#).



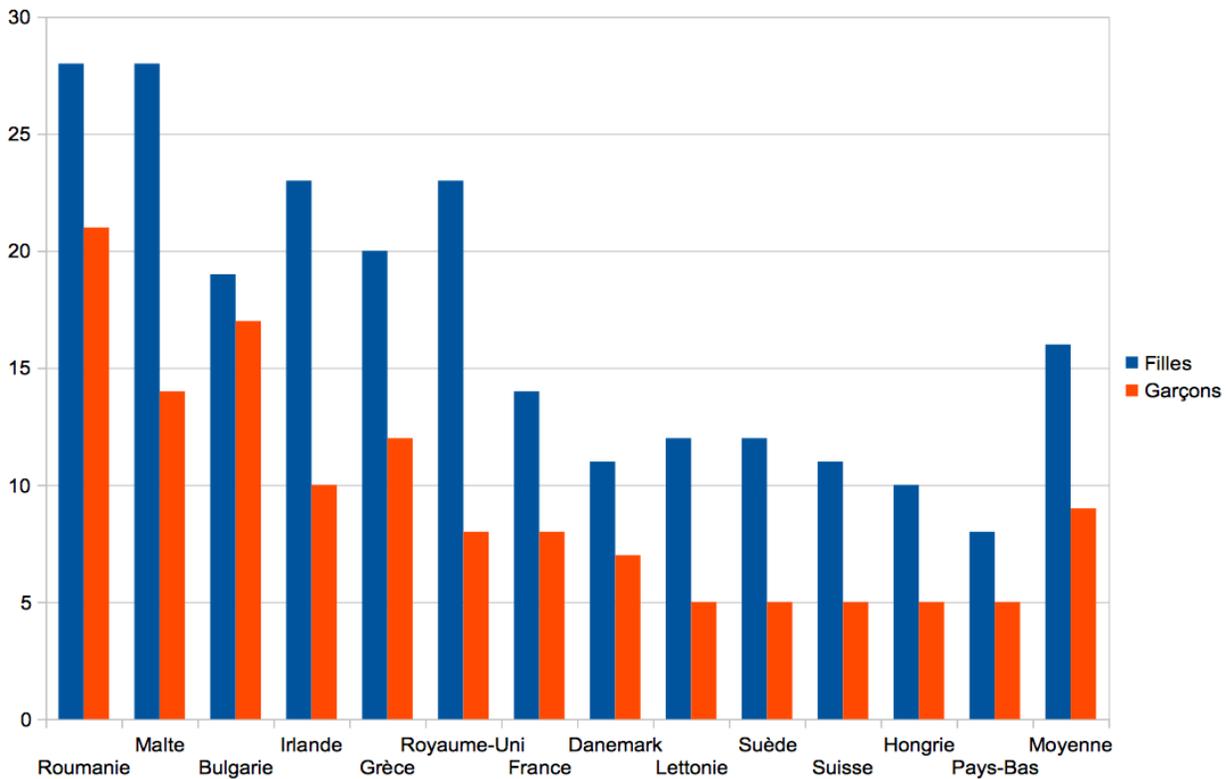
Ce classement intermédiaire peut donner lieu à plusieurs interprétations. D'une part, il traduit un usage problématique qui, bien que préoccupant, reste en deçà des niveaux observés dans les pays les plus touchés. D'autre part, il souligne l'absence de mesures spécifiques et efficaces en France pour limiter ces comportements, en comparaison avec les politiques de régulation plus strictes mises en place en Australie, en Californie ou en Corée du Sud. Ces données confirment donc la nécessité d'intensifier les efforts en matière de prévention et d'encadrement des usages numériques des jeunes. Une meilleure sensibilisation à l'hygiène numérique, un accompagnement renforcé des parents et une régulation plus ambitieuse des plateformes numériques semblent des pistes à explorer pour éviter que cette tendance ne s'aggrave dans les années à venir. Le défi pour la France est donc d'adopter une approche plus proactive, inspirée des meilleures pratiques internationales. Il ne s'agit pas uniquement de protéger les jeunes des contenus inappropriés ou des dangers du cyberharcèlement, mais aussi de limiter les mécanismes addictifs des plateformes et de promouvoir une utilisation plus saine des technologies numériques.



Proportion d'enfants de 11 ans indiquant un usage problématique des réseaux sociaux, par pays (en %)



Proportion d'enfants de 13 ans indiquant un usage problématique des réseaux sociaux, par pays (en %)



Diagrammes établis à partir du rapport de l'Organisation mondiale de la santé, « A focus on adolescent social contexts in Europe, central Asia and Canada. Health Behaviour in School-aged Children international report from the 2021/2022 survey »



Différentes stratégies mises en œuvre à l'international sont intéressantes à analyser afin d'identifier les solutions les plus adaptées à la situation française. Nous examinerons successivement les mesures de prévention visant à sensibiliser les jeunes et leurs familles, les dispositifs de contrôle visant à encadrer l'accès aux réseaux sociaux et les programmes de sevrage destinés aux jeunes déjà affectés par une addiction numérique.

Nous mettrons en lumière les opportunités et les défis qui attendent la France dans la mise en place d'une politique efficace contre l'addiction aux réseaux sociaux chez les jeunes.

❖ Prévenir : sensibilisation et éducation

La prévention de l'addiction aux réseaux sociaux repose sur l'éducation et la sensibilisation des jeunes aux risques liés à une utilisation excessive du numérique. Conscients des effets néfastes que peut engendrer une exposition prolongée aux écrans, plusieurs pays ont mis en place des stratégies éducatives spécifiques pour aider les jeunes à développer un usage raisonné des technologies. Parmi eux, la Corée du Sud et l'Espagne ont adopté des approches innovantes visant à inculquer dès le plus jeune âge une culture numérique responsable.

En Corée du Sud⁸, l'une des nations les plus connectées au monde, le gouvernement a intégré l'hygiène numérique dans les programmes scolaires afin de limiter les effets négatifs des réseaux sociaux. Dès l'école primaire, les élèves apprennent à gérer leur temps d'écran, à comprendre les mécanismes de dépendance des plateformes et à adopter une utilisation équilibrée des outils numériques. Ces enseignements leur permettent de mieux appréhender l'impact des réseaux sociaux sur leur bien-être et de développer des stratégies pour prévenir les comportements compulsifs.

Encadrés par des psychologues et des éducateurs spécialisés, les jeunes y apprennent à réguler leur consommation des écrans et à redécouvrir des interactions sociales en dehors du cadre virtuel. Cette initiative a permis à de nombreux adolescents de retrouver un équilibre entre leur vie numérique et leur vie réelle.

8. Haroon Malik, « Jump Up Internet Rescue School Provides Rehabilitation for the Internet Addicted », *Gizmodo*, 18/11/2007, voir [ici](#).



L'Espagne, de son côté, a intégré des modules d'éducation numérique directement dans son système scolaire. Plutôt que de simplement mettre en garde contre les dangers des réseaux sociaux, ces modules visent à offrir aux élèves une compréhension approfondie des stratégies mises en place par les plateformes pour capter leur attention. En expliquant les algorithmes qui influencent leur comportement en ligne, ces programmes permettent aux jeunes de mieux identifier les manipulations subtiles et de prendre du recul face à leur consommation de contenus numériques.

Pour accompagner cette initiative, l'Espagne a également mis l'accent sur la formation des enseignants, afin de leur donner les outils nécessaires pour repérer les signes d'addiction aux réseaux sociaux chez leurs élèves. Grâce à ces formations, les enseignants peuvent mieux encadrer les discussions sur l'usage du numérique, orienter les élèves en difficulté vers des solutions adaptées et instaurer des pratiques éducatives favorisant un rapport plus sain aux écrans. Cette approche permet de responsabiliser non seulement les élèves, mais aussi les acteurs de l'éducation qui jouent un rôle clé dans la prévention.

Parallèlement, l'Espagne a lancé de grandes campagnes de sensibilisation destinées à informer à la fois les jeunes et leurs parents sur les risques liés à une exposition excessive aux écrans. Ces campagnes insistent sur l'importance du dialogue familial autour du numérique et encouragent les parents à encadrer l'usage des réseaux sociaux au sein du foyer. En mettant l'accent sur la nécessité d'établir des règles claires et de favoriser des activités hors ligne, ces initiatives visent à éviter que les jeunes ne tombent dans une utilisation incontrôlée des plateformes sociales.

M. B. Granada (Andalousie) : « *Les risques liés aux réseaux sociaux peuvent toucher n'importe lequel d'entre nous. Les mesures avancées par le gouvernement espagnol sont rassurantes, en particulier les efforts de sensibilisation et de formation des professeurs. Elles méritent d'être concrétisées, prolongées et développées à l'étranger.* »



Si reenvías y no actúas, eres
cómplice. #ColocaunaRedFlag

900 222 100
Teléfono de atención a mujeres
víctimas de violencia de género

Si no responde a tus mensajes,
no insistas. #ColocaunaRedFlag

900 222 100
Teléfono de atención a mujeres
víctimas de violencia de género



Deux exemples d'affiches élaborées par la Communauté de Madrid visant à alerter contre le cyberharcèlement des femmes.

Traduction : « Si tu ne replies pas et que tu n'agis pas, tu es complice. / "C'est normal, elle l'a bien cherché, s'ils ont partagé cette vidéo c'est de sa faute" » (Image de gauche) ; « Si elle ne répond pas à tes messages, n'insiste pas. / "Je vois que tu es connectée, pourquoi tu ne me réponds pas ? Avec qui tu parles ?" » (Image de droite).

En combinant éducation scolaire, formation des enseignants et mobilisation des familles, la Corée du Sud et l'Espagne ont réussi à mettre en place des stratégies globales de prévention contre l'addiction aux réseaux sociaux. Ces mesures, qui visent à sensibiliser les jeunes avant qu'ils ne développent des comportements problématiques, offrent des pistes intéressantes pour d'autres pays souhaitant mieux encadrer l'usage du numérique dès l'adolescence.



❖ Contrôler : l'encadrement de l'accès et la responsabilisation des acteurs

Face à la montée des préoccupations liées à l'addiction aux réseaux sociaux chez les jeunes, certains pays ont aussi adopté une approche réglementaire stricte pour limiter leur exposition aux pratiques addictives des plateformes numériques. Certaines entreprises semblent progresser dans cette voie, comme Instagram qui a instauré dans plusieurs pays (d'abord aux États-Unis, au Canada, en Australie, au Royaume-Uni avant un déploiement dans d'autres pays, dont la France) un type de compte spécifique pour les adolescents. Certaines fonctionnalités, préexistantes mais optionnelles, s'imposent aux 13-17 ans : leur compte est ainsi privé par défaut, empêchant la prise de contact par des comptes inconnus de l'utilisateur, les contenus sensibles (promotion de la chirurgie esthétique, violence...) sont restreints au maximum et les utilisateurs reçoivent des notifications de rappel du temps d'écran. Ces mesures demeurent assez théoriques, puisqu'il est aisé de créer un compte adulte en renseignant une fausse date de naissance.

Plutôt que de se reposer uniquement sur la sensibilisation, ces pays ont mis en place des garde-fous légaux visant à restreindre l'accès des adolescents aux réseaux sociaux et à responsabiliser les entreprises technologiques. L'Australie et la Californie (États-Unis) se démarquent par des politiques ambitieuses en la matière.⁹

En Australie¹⁰, le gouvernement a pris une mesure radicale en interdisant l'accès des réseaux sociaux aux moins de 16 ans sans dérogation parentale.

9. D'autres pays asiatiques, comme Taïwan, ont adopté des mesures législatives symboliques pour sensibiliser aux risques liés à l'usage excessif des écrans. Parmi elles, [la loi de 2015](#) prévoit une amende pour les parents dont les enfants passent un temps jugé "déraisonnable" devant les écrans. Bien que peu appliquée en pratique, cette initiative a contribué à mettre en lumière les dangers d'une utilisation excessive et à encourager une prise de conscience collective.

10. Voir : Jonathan Haidt, [The Anxious Generation: How the Great Rewiring of Childhood Is Causing an Epidemic of Mental Illness](#) (New York : Penguin Press, 2024). Ce livre a eu un impact considérable en Australie, influençant des débats législatifs et des initiatives pour limiter l'usage des smartphones dans les écoles, notamment en encourageant des politiques favorisant l'utilisation de téléphones à fonctionnalités limitées.



Cette interdiction repose sur des études démontrant que l'exposition précoce aux réseaux sociaux peut nuire au développement cognitif et émotionnel des jeunes. La responsabilité échoit aux plateformes elles-mêmes, sommées de mettre en place des filtrages.

En retardant leur accès aux plateformes numériques, l'Australie cherche à protéger les adolescents des effets négatifs du temps d'écran excessif, qui inclut une diminution de la concentration, un impact sur le bien-être psychologique et une augmentation des risques de dépendance.

Cette réglementation vise également à limiter des phénomènes préoccupants comme le cyberharcèlement et l'accès à des contenus inappropriés¹¹. En bloquant l'inscription des mineurs de moins de 16 ans, le gouvernement vise à réduire leur vulnérabilité face aux interactions toxiques et aux dérives des réseaux sociaux, notamment en matière d'exploitation et de manipulation en ligne. Contrairement à d'autres pays qui laissent une certaine flexibilité aux parents, l'Australie a choisi une interdiction stricte¹² considérant que l'encadrement parental seul ne suffit pas à prévenir efficacement les dangers liés à l'hyperconnexion.

B. A., récemment établi à Sydney : « J'ai l'impression que les écrans jouent un rôle moindre dans la vie des adolescents australiens que dans celle des Français, et qu'ils développent d'autres formes de sociabilité. La pratique du sport à l'extérieur y est beaucoup plus fréquente, bien que cela puisse bien sûr s'expliquer par d'autres facteurs que la régulation des réseaux. Ce seuil de 16 ans n'empêche pas seulement les jeunes de s'exposer aux risques du numérique : il les contraint aussi à occuper autrement leur temps. L'absence de dérogation parentale semble aussi bien acceptée : je ne connais aucun parent qui, par exemple, la considérerait comme une bride à sa liberté . »

11. Alexandra Segond, « L'Australie va interdire les réseaux sociaux aux moins de 16 ans : la France doit-elle serrer la vis ? », *Actu.fr*, 11/11/2024, voir [ici](#).

12. Bobby Allyn, « How will Australia's under-16 social media ban work? We asked the law's enforcer », *NPR*, 19/12/2024, voir [ici](#).



Aux États-Unis, la Californie a adopté une approche différente mais tout aussi stricte, en régulant directement les pratiques des plateformes numériques¹³ grâce au California Consumer Privacy Act (CCPA). Cette législation impose aux entreprises technologiques des règles spécifiques pour protéger les jeunes utilisateurs, notamment en limitant les notifications intrusives qui poussent à une connexion compulsive. En effet, l'une des stratégies des plateformes comme Instagram, TikTok ou Snapchat consiste à envoyer des rappels fréquents et des alertes pour inciter les utilisateurs à revenir sur l'application, créant ainsi une boucle addictive. En restreignant cette fonctionnalité, la loi californienne cherche à briser ces dynamiques de dépendance.



Le CCPA cible également les algorithmes de recommandation, qui sont conçus pour maximiser le temps passé sur les plateformes en proposant du contenu ultra-personnalisé. En obligeant les entreprises à réduire l'impact de ses algorithmes sur les mineurs, la Californie tente de limiter l'engagement excessif et la surexposition aux contenus viraux potentiellement nocifs. Cette régulation met les géants du numérique face à leurs responsabilités et les incite à concevoir des interfaces moins addictives pour les jeunes publics.

Ces politiques en Australie et en Californie montrent une volonté claire de limiter l'influence des réseaux sociaux sur le comportement des adolescents en imposant des restrictions légales aux plateformes numériques. Elles témoignent également d'un changement de paradigme : au-delà de la sensibilisation des jeunes, les États prennent désormais des mesures coercitives pour réguler directement l'écosystème numérique.

13. Kesso Diallo, « La Californie, État pionnier de la régulation du numérique aux États-Unis », 10/09/2022, voir [ici](#).



A. W. (États-Unis) : « *Malgré les initiatives de certains États, je ne vois qu'assez peu de régulation : la population américaine est très attachée à la valeur de liberté et visiblement réticente lorsqu'on évoque des restrictions. Ces tentatives témoignent sans doute d'une bonne intention mais sont clairement insuffisantes.* »

❖ **Sevrer : l'accompagnement des jeunes en difficulté**

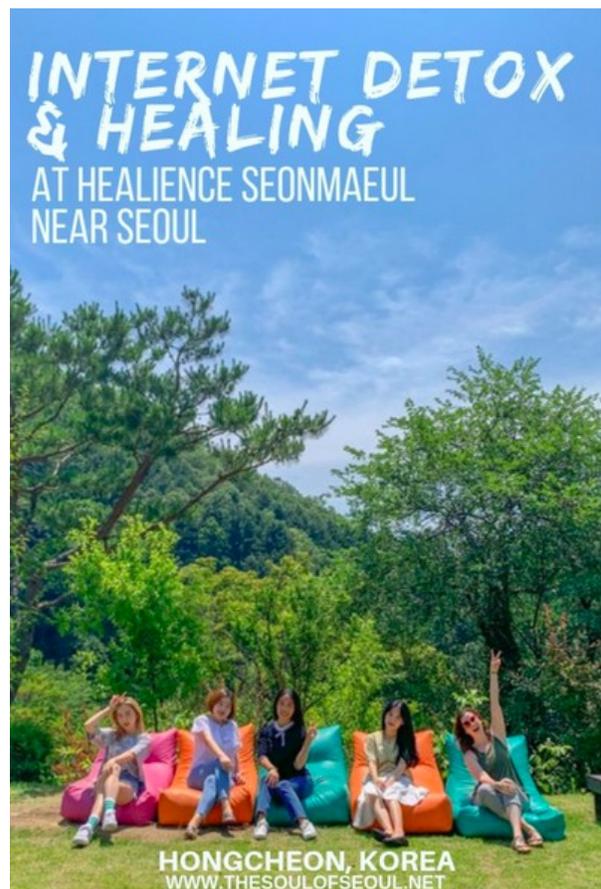
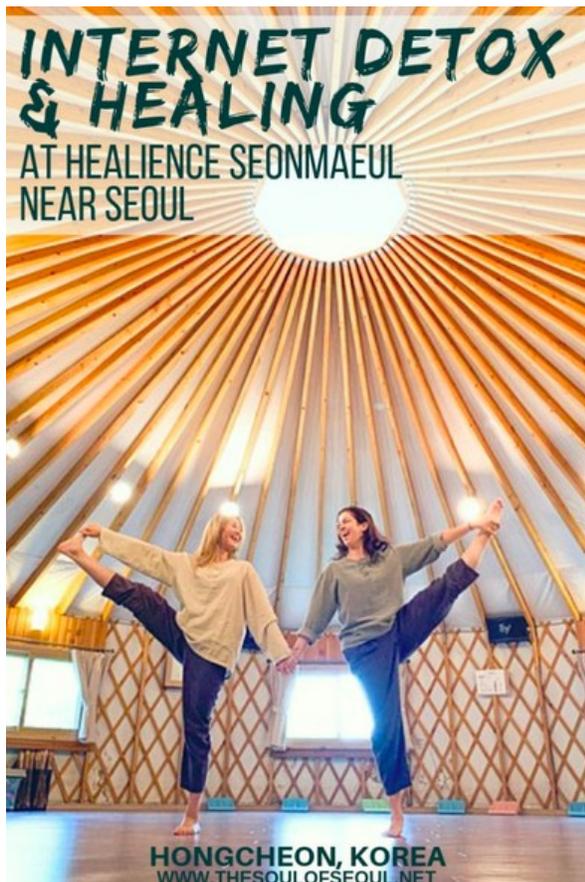
Si la prévention et la régulation des réseaux sociaux permettent d'atténuer les risques d'addiction chez les jeunes, elles ne suffisent pas à résoudre le problème pour ceux déjà affectés. Certains pays ont ainsi développé des dispositifs d'accompagnement psychologique et de soutien thérapeutique destinés aux adolescents en détresse numérique. L'objectif est d'aider ces jeunes à retrouver un équilibre entre leur vie en ligne et hors ligne, en leur fournissant un cadre structuré et des ressources adaptées.

La Corée du Sud et l'Espagne se distinguent par des stratégies innovantes en matière de sevrage numérique. En Corée du sud, où l'addiction aux écrans est un enjeu de santé publique, le gouvernement a mis en place des dispositifs thérapeutiques spécifiques, incluant des consultations gratuites pour les jeunes en détresse numérique. Ces consultations sont accessibles dans des centres spécialisés et visent à évaluer le niveau de dépendance des adolescents. Encadrés par des psychologues et des spécialistes du numérique, ces jeunes bénéficient d'un suivi personnalisé et de thérapies adaptées pour les aider à réduire progressivement leur usage des réseaux sociaux. En complément d'un effort pédagogique sur les dangers des réseaux, le pays a mis en place des camps de désintoxication numérique¹⁴ destinés aux adolescents présentant des signes de dépendance. Ces camps, souvent situés en pleine nature, proposent un programme intensif mêlant activités physiques, thérapie de groupe et sensibilisation aux dangers de l'hyperconnexion.

14. BBC, « South Korean internet addiction camp: What is life like there ? », 08/08/2019, voir [ici](#).



Ces camps, souvent situés en pleine nature, proposent un programme intensif mêlant activités physiques, thérapie de groupe et sensibilisation aux dangers de l'hyperconnexion. En complément de ces consultations, la Corée du Sud a ouvert des centres de soutien et de réhabilitation numérique dédiés aux adolescents souffrant d'une addiction sévère aux écrans. Ces structures proposent des programmes de désintoxication progressifs combinant thérapies cognitives et comportementales, activités physiques et interactions sociales réelles.



En éloignant temporairement les jeunes de leurs appareils numériques, ces centres leur permettent de reconstruire leur autonomie, d'améliorer leur concentration et de restaurer un lien plus sain avec leur entourage.



L'Espagne a adopté une approche complémentaire en mettant en place un système de dépistage des troubles émotionnels liés à l'usage excessif des réseaux sociaux¹⁵. Ce programme vise à identifier précocement les signes d'anxiété, de dépression et d'isolement social qui peuvent résulter d'une consommation excessive des plateformes numériques. Grâce à des collaborations entre écoles, services de santé et associations spécialisées, les adolescents à risque sont rapidement orientés vers des structures d'accompagnement adaptées.

Ce dépistage précoce permet une prise en charge immédiate des cas les plus préoccupants, avant que l'addiction aux écrans ne devienne un problème irréversible. L'Espagne a ainsi développé des programmes de soutien psychologique intégrés aux établissements scolaires, avec des séances d'accompagnement animées par des professionnels de la santé mentale. En sensibilisant les enseignants et les familles aux signaux d'alerte, ces initiatives permettent d'intervenir en amont et d'éviter que les jeunes ne tombent dans un isolement numérique prolongé.

Ces initiatives en Corée du Sud¹⁶ et en Espagne laissent entendre que le sevrage numérique ne peut pas être laissé à la seule responsabilité des familles et qu'un cadre institutionnel est nécessaire pour aider les jeunes en difficulté.

En combinant consultations thérapeutiques, centres de soutien et programmes de dépistage, ces pays offrent des solutions concrètes pour accompagner les adolescents vers un usage plus raisonné des technologies. Ces modèles pourraient inspirer d'autres pays souhaitant structurer une réponse efficace au phénomène d'addiction aux réseaux sociaux.

15. Ana Torres Menarguez, Isabel Valdés, « Claves de la nueva ley de protección de menores: se eleva de 14 a 16 años la edad mínima para abrirse una cuenta en redes sociales », *EL PAÍS*, 3 juin 2024, voir [ici](#).

16. Célio Fioretti, « Corée du Sud: vers un bannissement des téléphones dans les établissements scolaires ? », RFI, 08/11/2024, voir [ici](#).



❖ Entre prévention et action, une priorité nationale

L'addiction des jeunes aux réseaux sociaux représente un défi majeur non seulement de santé publique, mais de manière plus vaste un danger éducatif (prolifération des « fakenews », propagande de certains groupes, apologie de la violence...) nécessitant une réponse équilibrée entre prévention, régulation et accompagnement. Alors que plusieurs pays ont déjà mis en place des politiques ambitieuses – comme l'intégration de l'hygiène numérique dans les écoles en Corée du Sud, l'âge minimum d'accès en Australie ou la régulation des algorithmes en Californie –, le Royaume Uni (via le Online Safety Act) relève les niveaux d'exigence, et a lancé une vaste étude fin 2024 visant à réunir une liste de « preuves tangibles » de la nocivité des réseaux sociaux. La France demeure en retard avec des mesures encore trop limitées.

Pour protéger efficacement les jeunes tout en préservant leur autonomie numérique, il est essentiel d'adopter une approche plus proactive, approche qui est développée dans de plus en plus de pays. Sensibilisation des familles, renforcement des garde-fous législatifs et responsabilisation des plateformes doivent être au cœur d'une stratégie cohérente qui vise à favoriser un usage raisonné des outils numériques et à préserver le bien-être des nouvelles générations.

Plusieurs grandes dispositions sont à déduire des expériences étrangères :

Contrôler l'accès des mineurs

- Mieux contrôler l'accès aux réseaux sociaux par les très jeunes : la loi de 2023 instaure une « majorité numérique » à 15 ans. Force est de constater que tricher sur sa date de naissance est d'une simplicité déroutante. Pourtant des solutions existent. Des réseaux sociaux comme LinkedIn ont mis en place une vérification automatique via l'outil « Persona » permet de vérifier la carte d'identité de la personne inscrite. La vérification de l'âge des inscrits permettrait soit de demander une validation parentale soit de purement interdire l'accès. Ce « filtre » permettrait en outre de limiter fortement les contenus théoriquement accessibles uniquement aux plus de 18 ans sur ces réseaux. Cette vérification de l'identité doit être systématiquement imposée. L'identification permet en outre de lever une certaine forme d'impunité, cause principale de harcèlements et de menaces.



Prévenir et sevrer

- La prévention et l'instruction des jeunes générations est primordiale : TOUS les pays aujourd'hui inquiets des dérives aux réseaux sociaux mettent en place de véritables enseignements au sein des établissements scolaires. La France est en retard à ce niveau : un vrai programme doit être développé afin de créer une « culture du réseau social ». Dans les cas les plus graves, des solutions de sevrage, inspirées du modèle sud-coréen, doivent être envisagées.

Responsabiliser les parents

- Enfin, la responsabilisation des parents doit être développée. L'inscription d'un enfant au-dessous de 15 ans doit systématiquement être validée par un mail « contact » d'un des parents : la validation de l'inscription serait effective à partir du moment où un des parents valide le lien d'acceptation envoyé. Cette disposition permettrait aux réseaux de signaler directement des pratiques, messages, media non appropriés. Le développement de l'IA à tous les niveaux de l'industrie des réseaux sociaux permet de contrôler les flux de manière ultra rapide.

Une piste mérite d'être étudiée, bien qu'elle réclame un changement de paradigme des modèles économiques des réseaux sociaux qui n'a pas encore été expérimenté ailleurs dans le monde. Le législateur pourrait imposer aux réseaux sociaux, comme il le fait pour certaines chaînes de télévision payantes, de **passer d'une rémunération fondée sur l'audience et la publicité à une rémunération exclusivement sur abonnement**. Le modèle publicitaire, dans lequel l'efficacité économique est fondée sur le temps passé par l'utilisateur, incite à construire des algorithmes favorisant l'addiction. C'est ce qui conduit à la promotion de contenus choquants ou confirmant les goûts et préférences de l'utilisateur.

Le financement par abonnement – modèle proche de celui des chaînes de télévision payantes, limite d'âge mise à part – aurait l'avantage de passer à un modèle basé sur la qualité de service et la valeur des contenus qui aboutirait à un usage plus modéré des réseaux et à une typologie plus qualitative des contenus. Même si les utilisateurs de LinkedIn le sont majoritairement à titre gratuit, le financement par abonnement tend à créer un réseau plus vertueux que d'autres.